



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**
Unité départementale de la Côte-d'Or

ARRETE PRÉFECTORAL N° 1661 DU 14 NOV. 2025
portant autorisation pour le renouvellement de l'exploitation d'une carrière

Société CARRIÈRES DE LA VIENNE

Commune de Villaines-en-Duesmois

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

VISAS ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22/10/14 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;
- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- Vu** le schéma départemental des carrières de la Côte-d'Or approuvé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2000, modifié par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2005 ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 23 mars 2022 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1995 autorisant la société LES CARRIÈRES DE LADOIX à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Villaines-en-Duesmois ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1995 autorisant la société ROBERT ROSSI à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Villaines-en-Duesmois ;
- Vu** le changement d'exploitant intervenu le 6 mai 1997 entre la société des CARRIÈRES DU CHATILLONNAIS et la société LES CARRIÈRES DE LADOIX ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 1999 fixant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière exploitée par la société LES CARRIÈRES DE LADOIX et située à Villaines-en-Duesmois au lieu-dit « Grange Marlet » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 1999 fixant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière exploitée par la société ROBERT ROSSI et située à Villaines-en-Duesmois au lieu-dit « Grange Marlet » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2015 transférant l'autorisation accordée à la société des CARRIÈRES DU CHATILLONNAIS à la société CARRIÈRES DE LA VIENNE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2015 autorisant la société CARRIÈRES DE LA VIENNE à reprendre l'exploitation de la carrière exploitée par la société ROBERT ROSSI ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2018 relatif à la lutte contre l'ambrosie dans le département de la Côte d'Or ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11217 du 8 décembre 2021 encadrant le fonctionnement de la carrière issue de la fusion des deux carrières situées sur la parcelle ZS32 de la commune de Villaines-en-Duesmois ;
- Vu** la demande d'autorisation environnementale du 22 décembre 2023, présentée par la société CARRIÈRES DE LA VIENNE dont le siège social est situé Les Fontenelles – 86800 Jardres, à l'effet d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire située au lieu-dit « Grange Mariette » sur la commune de Villaines-en-Duesmois et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 du Code de l'environnement ;
- Vu** les compléments et précisions techniques apportés par le pétitionnaire à cette demande, notamment les 11 février 2025 et 27 mai 2025 ;
- Vu** l'avis de l'institut national de l'origine et de la qualité du 5 février 2024 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté du 9 février 2024 ;

Vu les avis de la direction départementale des territoires de la Côte-d'Or du 13 février 2024, 19 février 2025 et 4 avril 2025 ;

Vu l'avis de la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté du 12 février 2024 ;

Vu les avis du service biodiversité eau patrimoine – département biodiversité de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté du 12 février 2024 et 26 février 2025 ;

Vu l'avis tacite favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Bourgogne-Franche-Comté du 27 avril 2025 ;

Vu la décision n° E25000070/21 du 3 juin 2025 du président du tribunal administratif de Dijon, désignant le commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1011 du 30 juin 2025 portant ouverture d'une enquête publique sur une demande d'autorisation environnementale présentée par la société CARRIÈRES DE LA VIENNE pour le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives située sur la commune de Villaines-en-Duesmois (21450) ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes situées dans le rayon d'affichage de l'avis au public ;

Vu les publications du 14 août 2025 et 4 septembre 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu les registres d'enquête publique papier et dématérialisé n° 6354 et les conclusions du commissaire enquêteur du 9 octobre 2025 ;

Vu l'avis du 24 septembre 2025 du conseil municipal de la commune de Fontaine-en-Duesmois ;

Vu l'avis du 3 septembre 2025 du Conseil départemental de la Côte-d'Or ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or ;

Vu le rapport et les propositions du 24 octobre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 27 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites lors de sa séance du 7 novembre 2025 au cours de laquelle le demandeur a été entendu et a indiqué ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation d'une carrière est soumise à autorisation environnementale en application des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre 1^{er} du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société CARRIÈRES DE LA VIENNE dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par la société CARRIÈRES DE LA VIENNE est compatible avec les objectifs et avec les orientations du schéma départemental des carrières de la Côte-d'Or ; que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale inclut les équipements, les installations et les activités que leur connexité rend nécessaires à la carrière, ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ;

CONSIDÉRANT que l'admission de déchets inertes vise à compenser les volumes de granulats commercialisés afin de disposer d'un volume équivalent de stériles d'exploitation ou de déchets pour la remise en état ; que par conséquent il convient d'encadrer les volumes de déchets inertes admis en lien avec les volumes de granulats

commercialisés, et inversement, pour éviter un excès ou une insuffisance de stériles d'exploitation ou de déchets pour assurer la remise en état telle que prévue par le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation et dans ses annexes et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations associées pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation de la carrière sont réunies ;

CONSIDÉRANT que des espèces protégées ont été détectées dans la zone d'emprise des travaux d'extraction ;

CONSIDÉRANT que la raison impérieuse d'intérêt public majeur du projet est constituée par l'extraction d'un gisement à haute qualité ornementale pour approvisionner le marché de la rénovation des monuments historiques, de voiries pavées et que la carrière permet le maintien d'emplois localement et d'une filière locale, en pierre ornementale, de qualité.

CONSIDÉRANT qu'au regard de la spécificité et de la qualité des matériaux extraits au sein de la carrière, aucune alternative n'a été envisagée ;

CONSIDÉRANT la prise en compte de l'impact sur l'environnement dès la conception du projet ;

CONSIDÉRANT que les travaux d'extraction peuvent perturber les espèces protégées présentes ;

CONSIDÉRANT que la séquence « éviter-réduire-compenser » est présentée dans le dossier, permettant ainsi d'assurer une conception optimisée du projet comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement des impacts dont notamment l'évitement de milieux ouverts de prairie et de pelouses et de milieux semi-ouverts notamment les haies Nord et Sud et bosquets et ourlets Sud, ainsi que des mesures de réduction réduisant efficacement les impacts notamment l'adaptation de la période des travaux de débroussaillage, de fauchage et d'abattage d'arbres aux dates de moindre sensibilité des espèces et l'obturation des cavités à chiroptères en présence d'un chiroptérologue ;

CONSIDÉRANT que l'évaluation des risques d'impact sur les espèces protégées et leurs habitats, présentée dans le dossier, permet de conclure que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, de la population des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des prescriptions mises en œuvre, telles que détaillées ci-après ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'octroi d'une dérogation pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées d'avifaune, de chiroptères, d'amphibiens et de reptiles sont réunies, ainsi que les conditions d'octroi pour destruction et perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées d'avifaune, de chiroptères, d'amphibiens et de reptiles ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - *Exploitant titulaire de l'autorisation*

La société CARRIÈRES DE LA VIENNE (SIREN 389 449 513), dont le siège social est situé « les Fontenelles » - 86800 Jardres, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Villaines-en-Duesmois, au lieu-dit « La Grange Marlet », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 - *Localisation et surface occupée par les installations*

Les installations autorisées sont situées sur la parcelle n°32 de la section ZS de la commune de Villaines-en-Duesmois, au lieu-dit « Grange Marlet », conformément au plan joint en annexe 1.

L'exploitant signale toute modification cadastrale au préfet.

La superficie de la carrière est de 108 180 m². La superficie de la zone d'extraction représentée sur le plan en annexe 1 du présent arrêté est de 39 000 m².

Article 1.1.3 - *Autorisations embarquées*

La présente autorisation tient lieu de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement.

Article 1.1.4 - *Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation*

À l'exception des dispositions particulières visées au titre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au chapitre 1.2 ci-dessous.

Chapitre 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation.

Rubriques ICPE	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime *
2510-1	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Surface autorisée : 10,8 ha Surface exploitable en extraction : 5,3 ha dont 3,9 ha de surface nouvelle au sein de la surface autorisée Production moyenne de blocs marchands : 6 900 t/an Production maximale de blocs marchands : 13 800 t/an Production maximale de concassés : 5 000 t/an	A
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance totale du groupe déplaçable amené à intervenir sur le site pour concassage-criblage : 350 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	Plateforme d'accueil des déchets inertes, d'entreposage des granulats, et parc à blocs Superficie totale : 20 000 m ²	E

(*) A (autorisation), E (enregistrement)

Chapitre 1.3 - Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions du présent arrêté abrogent les prescriptions :

- de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1995 susvisé autorisant la société LES CARRIÈRES DE LADOIX à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Villaines-en-Duesmois ;
- de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1995 susvisé autorisant la société ROBERT ROSSI à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Villaines-en-Duesmois ;
- des arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 juillet 1999 susvisés ;
- des arrêtés préfectoraux du 22 décembre 2015 susvisés autorisant la mutation des autorisations d'exploiter au profit de la société CARRIÈRES DE LA VIENNE ;
- de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11217 du 8 décembre 2021 susvisé.

Chapitre 1.4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant sauf pour les points qui seraient contraires au présent arrêté. Ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Toute référence au dossier de demande d'autorisation environnementale dans le présent arrêté renvoie au dossier dans sa version complétée le 11 février 2025.

Chapitre 1.5 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

Article 1.5.1 - Cessation d'activité et usage futur

L'usage futur du site au sens de l'article D. 556-1 A du Code de l'environnement à prendre en compte en cas de cessation est un usage de type renaturation.

Article 1.5.2 - Durée de l'autorisation

En application des articles L.181-21, L.181-28 et L. 515-1 du Code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase de remise en état finale du site.

Les extractions de matériaux cessent au plus tard douze mois avant l'échéance de l'autorisation.

Article 1.5.3 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Chapitre 1.6 - Garanties financières

Article 1.6.1 - Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique 2510-1.

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA).

Phase / Période	Montant minimal des garanties
1 / de 0 à 5 ans	142 281 €
2 / de 5 à 10 ans	176 917 €

Phase / Période	Montant minimal des garanties
3 / de 10 à 15 ans	195 986 €
4 / de 15 à 20 ans	188 847 €
5 / de 20 à 25 ans	190 420 €
6 / à partir de 25 ans et jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet	187 461 €

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé par référence à l'indice TP01 (base 2010) de novembre 2024 (130,2).

L'exploitant actualise, à son initiative, le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation est alors réalisée dans les six mois qui suivent cette augmentation.

Article 1.6.2 - Établissement des garanties financières

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Chapitre 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Chapitre 1.8 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Chapitre 1.9 - Consignes

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 1.9.1 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitation précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité de l'aire étanche et des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, sont notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.9.2 - Consignes de sécurité

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un engin, un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation, ainsi que du fonctionnement, des dangers et des inconvénients des installations, des équipements exploités, des engins utilisés, et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Chapitre 2.1 - Conception des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Chapitre 2.2 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin, et les routes d'accès au site sont constituées d'enrobés et nettoyées lorsque nécessaire ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les camions de transport des granulats sont bâchés avant leur sortie du site.

Le réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement mis en place en application de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé est constitué d'au moins 3 points de mesure implantés selon le plan en annexe 3.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 3.1.1 - *Origine des approvisionnements en eau*

L'établissement n'est pas raccordé au réseau de distribution d'eau potable.

L'exploitation ne nécessite pas la création de forages ou d'ouvrages de prélèvement d'eau.

Les besoins en eau pour la limitation des émissions de poussières sont couverts par une cuve alimentée prioritairement par de l'eau de pluie, et à défaut depuis l'extérieur du site.

L'installation n'utilise pas d'eau pour le traitement des matériaux.

Article 3.1.2 - Suivi des apports d'eau depuis l'extérieur

L'exploitant met en place des modalités de suivi des apports d'eau lui permettant de connaître (mesure ou estimation à défaut) les volumes d'eau consommés annuellement pour la limitation des émissions de poussières.

Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 3.2 - Eaux usées sanitaires

Il n'y a pas de rejet d'eaux usées sanitaires et domestiques sur le site qui est équipé de cabines sanitaires autonomes et transportables, régulièrement vidangées par une entreprise spécialisée.

Chapitre 3.3 - Eaux pluviales – Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation qui empêche les eaux de ruissellement de s'écouler en dehors de la carrière et qui empêche les eaux de ruissellement extérieures de s'écouler dans la carrière est mis en place à la périphérie du site.

Chapitre 3.4 - Aire étanche

Article 3.4.1 - Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Le nettoyage, le ravitaillement, l'entretien courant des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées sont dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avec détection d'hydrocarbures et alarme, dont le point de rejet présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Pt N°1	Eaux rejetées en sortie du séparateur d'hydrocarbures	Infiltration	Calcaires du Dogger entre Armançon et la Seine (FRHG311)

Le ravitaillement des engins peu mobiles (pelle sur chenilles) peut s'effectuer en dehors de l'aire étanche, il est alors réalisé au-dessus d'un bac étanche permettant la récupération des éventuelles égouttures.

Article 3.4.2 - Entretien du séparateur d'hydrocarbures

Le séparateur d'hydrocarbures est nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant est en mesure de justifier de cet entretien.

Article 3.4.3 - Valeurs limites d'émission

Les eaux rejetées en sortie du séparateur d'hydrocarbures respectent les dispositions de l'article 18.2.3. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, à l'exception de la valeur limite pour la concentration en hydrocarbures qui est inférieure ou égale à 5 mg/l.

Article 3.4.4 - Surveillance des rejets

L'exploitant réalise un contrôle annuel des eaux rejetées en sortie du séparateur d'hydrocarbures (Pt n° 1) pour les paramètres visés à l'article 3.4.3 du présent arrêté.

Chapitre 3.5 - Kits d'intervention

Les engins de chantier sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.

TITRE 4 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

Chapitre 4.1 - Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés

Article 4.1.1 - Mesures d'évitement

Les évitements suivants permettent de maintenir des habitats à fort enjeu sur l'emprise de la carrière :

- Conservation des milieux ouverts suivants :
 - 12 600 m² sur les 18 800 m² de prairie,
 - 3 200 m² sur les 5 200 m² de pelouse,
 - 2 115 m² de milieux pionniers
- Conservation des milieux fermés suivants :
 - haie Nord (sur 350 m),
 - haie Sud sur 430 m,
 - 1 230 m² de milieux semi-ouverts au Nord-Est
 - 4 100 m² de bosquets et ourlets Sud.

Localisation en annexe 6

Article 4.1.2 - Mesures de réduction

MR1 : Adaptation de la période des travaux aux dates de sensibilité des espèces

- le débroussaillage notamment de la haie Sud doit intervenir après le 01/09 et avant le 28/02,
- le fauchage des prairies existantes aura lieu en fauche tardive après le 15/07 et avant le 28/02,
- l'abattage des arbres présentant des cavités ou des écorces décollées doit intervenir après le 01/09 et avant le 31/10,
- l'abattage des arbustes et arbres sans cavités pourra intervenir après le 01/09 et avant le 28/02,
- le dessouchage des arbres et le décapage des sols pourra intervenir après le 01/04 et avant le 30/11.

Ces dates sont impératives.

Après une période sans extraction ou déplacements de matériaux, pendant plus de 1 mois, un écologue doit être présent pour s'assurer de l'absence de spécimens d'espèces protégées (notamment amphibiens et reptiles) lors des mouvements de blocs de pierre, de chaos rocheux ou de reprises de matériaux.

En cas de découverte de spécimens d'espèces protégées, l'écologue peut déplacer les espèces de chiroptères, reptiles et d'amphibiens présents sur la zone des travaux.

MR2 : Mise en défens de la mare de fond de fouille

La mare de fond de fouille doit toujours bénéficier d'une alimentation en eau en cas de pluie et être étanche pour permettre son maintien en eau.

Les travaux de changement de localisation doivent avoir lieu après le 01/11 et avant le 28/02, hors de présence des amphibiens. La localisation de cette mare doit être validée par un écologue pour être placée dans un secteur riche en abris pour la faune et pour éviter la destruction des spécimens par les engins d'exploitation.

La mare doit être mise en défens : des balisages et protection contre les empiétements par les engins d'exploitation doivent la délimiter.

Aucun stockage de matériaux ne doit être positionné entre la mare et l'habitat terrestre hivernal potentiel.

L'habitat de l'Alyte accoucheur est à préserver tout au long de l'exploitation de la carrière.

Un hibernaculum est installé en proximité de la mare quand cette dernière aura atteint sa position définitive.

L'habitat terrestre des amphibiens est aussi à préserver : haies et boisements en proximité de la carrière, notamment les haies Sud, Sud-Est et Nord.

MR3 : Installation d'hibernaculum

4 hibernaculum sont installés dès le début de la première phase quinquennale d'exploitation par accumulation de pierres de diamètres différents et avec des niches pierreuses.

3 abris sont positionnés au niveau de la zone Nord (ancien cavalier) dès la première phase quinquennale. Le 4^e dès lors que la mare aura atteint sa position définitive.

La mise en défens est prévue avec signalétique et leur entretien doit assurer leur pérennité dans le temps.

Localisation en annexe 7

MR4 : Protocole d'obturation des cavités à chiroptères

L'obturation des gîtes à chiroptères doit intervenir entre avril et octobre, en présence, d'un chiroptérologue ayant la compétence pour capturer les spécimens de chauves-souris.

Pour la cavité Sud :

- La veille de la nuit prévue pour l'obturation, un affût est réalisé pour connaître le nombre d'individus occupant la cavité et leur heure de sortie.
- La seconde nuit, l'obturation de la cavité est réalisée après le départ de tous les spécimens ; au préalable un enregistreur à ultrason est placé à l'intérieur pour s'assurer qu'aucune chauve-souris n'est restée prisonnière à l'intérieur.
- La destruction de la cavité est possible dès le lendemain.

Pour la cavité Nord

- Une prospection est réalisée, en journée, par un chiroptérologue, pour permettre de connaître l'occupation du gîte.
- En l'absence d'individu, une bâche est immédiatement mise en place. Une vérification est effectuée le lendemain pour vérifier l'absence de chiroptères (prospection et pose d'un enregistreur automatique la nuit suivant l'obturation).
- La destruction de la cavité est ensuite possible.

MR5 : Gestion des espèces exotiques envahissantes

Une politique de lutte préventive et curative est mise en œuvre. L'exploitant veille notamment à la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2018 susvisé relatif à la lutte contre l'ambrosie dans le département de la Côte-d'Or.

Une vigilance dans la détection de ces espèces est renforcée dans les secteurs laissés en libre évolution pour empêcher l'arrivée d'espèces exotiques envahissantes.

MR6 : Passage préventif d'un écologue avant chaque nouvelle phase d'extraction

Avant tout abattage d'arbre, un écologue doit inspecter les cavités, écorces décollées, interstices sur les troncs. En cas de présence potentielle ou avérée, un abattage doux sera mis en œuvre par treuillage avec tronçonnage/débitage plus de 24 h après la mise au sol de l'arbre.

Un piquetage précis est réalisé avant le démarrage des travaux de chaque nouvelle phase d'exploitation pour éviter tout empiètement non intentionnel sur des zones de la ME1 ou sur des zones à enjeu à préserver au sein de l'emprise de la carrière.

MR7 : Assistance à maîtrise d'ouvrage par un écologue

L'écologue assure le respect des prescriptions environnementales pendant toute la durée des phases d'exploitation et de remise en état.

Il intervient notamment lors des phases les plus impactantes et réalise et surveille, notamment, l'application des opérations de balisages, mise en défens, localisation des hibernaculums et mare.

Il peut déplacer les espèces de chiroptères, reptiles et d'amphibiens présents pour éviter leur destruction et les déplacer dans un milieu correspondant à leur biologie en proximité de la zone d'emprise.

MR8 : Gestion écologique des habitats naturels dans la zone d'emprise

Pour gérer les espaces naturels avant leur exploitation ou pour ceux qui ne sont pas exploités (boisement notamment), les dates de sensibilité des espèces doivent être respectées :

- les travaux de taille et débroussaillage sont effectués après le 01/09 et avant le 28/02.

La gestion écologique des haies, bosquets, boisements n'autorise pas les coupes rases, sauf débroussaillage pour maintien des milieux semi-ouverts et maintien de la sécurité le long des voies publiques.

L'habitat terrestre des amphibiens est à préserver notamment haies et boisements au Nord, à l'Ouest et à l'Est.

Article 4.1.3 - Mesures de compensation

MC1 : Plantation de haies

Des haies arbustives et arborées sont plantées sur 660 m au Sud et à l'Ouest de l'emprise de la carrière ; la haie au Nord-Ouest est renforcée.

La plantation est réalisée au cours de la 1^{re} phase d'exploitation et terminée à l'échéance T+5 ans.

Les haies doivent posséder au moins 2 rangs d'arbres et arbustes issus du label Végétal Local ou assimilé. Un paillage est mis en place ainsi qu'une protection anti-gibier.

Un suivi de la reprise des plants sur 2 ans au minimum est requis.

Localisation en annexe 8.

MC2 : Création de prairie

Au cours de la première phase d'exploitation, une prairie est créée à la place d'une ancienne zone de culture. Les semis seront issus du label Végétal local ou assimilés.

MC3 : Création de pelouses et milieux semi-ouverts

Une création de pelouses est réalisée dans le secteur de la zone naturelle Nord-Est au niveau de l'ancienne carrière Rossi, déjà remblayée, par installation spontanée d'arbustes ligneux et fourrés afin d'obtenir des secteurs semi-ouverts en mosaïque avec les pelouses.

MC4 : Création de cavités à chiroptères

2 gîtes à chiroptères sont construits, par empilements de blocs, selon un schéma présenté dans le dossier, dès la première phase d'exploitation et avant obturation des cavités existantes.

Ils sont localisés dans les zones préservées du site : l'un au Nord au niveau de l'ancien cavalier sur la zone pionnière, mise en défens, l'autre, à l'Est, au niveau de la zone naturelle recréée avec pelouses et zones semi-ouvertes.

Localisation en annexe 9.

MC5 : Gestion d'une prairie en pâture extensive

Un pâturage extensif est mis en place, par convention avec un agriculteur, sur une parcelle de 1,5 ha sur la commune de Chaume-lès-baigneux avec une charge ne devant pas dépasser les 0,5 UGB/ha/an.

Le maintien de la mesure est prévu sur 30 ans.

Localisation en annexe 10.

Article 4.1.4 - Mesures de suivi

Des suivis sont réalisés par un écologue pendant la période d'exploitation de la carrière et pendant la phase de remise en état (aux années n+1, n+3, n+5, puis tous les 5 ans).

Ces suivis concernent l'ensemble des espèces protégées présentes sur le site (actuellement et à venir) tous taxons confondus.

Le suivi a pour objectif d'assurer la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de remise en état.

Un suivi spécifique est demandé sur :

- L'évolution des pelouses comme prévu par le pétitionnaire,
- Les cavités en faveur des chauves-souris avec la mise en place d'un suivi de fréquentation par les espèces concernées tous les ans pendant les 5 premières années de manière à réorienter rapidement la conception en fonction du besoin des espèces,
- Les plantations d'arbres et arbustes avec un suivi de la reprise pendant au moins 2 ans pour s'assurer de la reprise des végétaux ; les plants morts sont remplacés.

Les objectifs de ce suivi sont :

- d'évaluer l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et de compensation ;
- d'évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels ;
- d'étudier l'évolution des populations et des espèces (végétales et animales) protégées concernées à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de la zone d'étude ;
- de contrôler la présence d'espèces exotiques envahissantes ;
- d'établir un retour d'expérience sur ce type de projet ;
- de réajuster certaines modalités de gestion afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure.

Ce suivi fera l'objet de comptes-rendus, qui seront transmis au plus tard le 31 décembre de l'année du suivi au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL.

Chaque compte-rendu comprendra, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action de correction, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels devront également être fournis au format tableur informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les noms scientifiques et vernaculaires de chaque espèce ;
- le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;
- la date de l'opération.

Les données relatives aux espèces protégées seront intégrées dans les bases de données de la DREAL. La DREAL pourra librement utiliser tout acquis brut ou transformé relatif à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques...), même partielles. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

Chapitre 5.1 - Limitation des niveaux de bruit

Article 5.1.1 - *Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation*

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure A	70 dB(A)	Pas d'activité
Point de mesure B	70 dB(A)	

Les points de mesure (en limite de propriété et en zones à émergence réglementée) sont localisés sur le plan figurant en annexe 5 au présent arrêté.

Article 5.1.2 - *Mesures périodiques des niveaux sonores*

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au plus tard six mois après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans pendant le fonctionnement de l'installation, et notamment de l'installation de broyage, concassage.

Chapitre 5.2 - Insertion paysagère

Les merlons ceinturant la zone d'extraction sont végétalisés afin de limiter la perception du site. Une haie, formée d'espèces locales non invasives, est également mise en place sur le côté extérieur du merlon situé le long du chemin communal situé au nord de la carrière.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 6.1 - Dispositions générales

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Chapitre 6.2 - Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Chapitre 6.3 - Domaine routier et sécurité des usagers

Article 6.3.1 - *Accès au site*

L'accès au site de la carrière se fait exclusivement par le chemin rural existant, afin de ne pas créer de nouvel accès direct sur la route départementale hors agglomération.

Article 6.3.2 - Aménagements de sécurité

Avant le commencement de l'exploitation et après validation technique des Services du Conseil Départemental, les aménagements de sécurité suivants seront mis en place au niveau de la jonction entre le chemin rural et la RD 101 :

- la mise en œuvre d'un revêtement bitumineux sur une longueur de quinze (15) mètres depuis la RD 101 sur le chemin rural, afin d'éviter les projections de sable et de granulats sur la chaussée départementale et de prévenir les risques de perte d'adhérence pour les usagers ;
- l'implantation d'une signalisation de police composée d'un panneau AB3a (STOP) complété d'un panonceau M9c et d'une signalisation de position composée de deux balises J3, afin de sécuriser le débouché du chemin rural sur la RD 101.

Article 6.3.3 - Intégrité du domaine routier

Un état des lieux contradictoire précis et détaillé des chaussées et dépendances de la RD 101 sur l'itinéraire concerné devra être sollicité par l'exploitant auprès des Services Départementaux avant le début de tout transport lié au chantier.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Chapitre 7.1 - Entreposage des déchets dans la carrière

Les déchets générés, hors déchets d'extraction, sont entreposés dans la carrière, avant leur traitement ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Chapitre 7.2 - Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement

Toute opération d'élimination, et notamment toute mise en dépôt à titre définitif, de déchets dangereux ou de déchets non dangereux non inertes dans la carrière est interdite.

Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

Chapitre 7.3 - Déchets d'extraction

Les volumes maximums de déchets d'extraction générés au cours de la durée d'exploitation fixée par le présent arrêté sont composés de :

- terre végétale : 15 600 m³ ;
- découverte : 156 000 m³ ;
- déchets issus de l'extraction de la roche ornementale et de construction et de la production de granulats : 203 000 m³ au maximum, c'est-à-dire en l'absence de production de granulats.

Les stériles d'exploitation de l'activité d'extraction de roches ornementales et de construction peuvent en partie être valorisés dans le cadre de l'activité de production de granulats.

Les déchets d'extraction ne pouvant pas être ainsi valorisés sont utilisés dans la carrière pour sa remise en état.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

Chapitre 8.1 - Aménagements - Conditions d'exploitation

Article 8.1.1 - *Décapage des terrains*

Le décapage est réalisé au fur et à mesure du besoin en gisement, à l'aide d'engins (pelle hydraulique, chargeur, etc.).

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres de recouvrement constituant l'horizon humifère aux autres déchets d'extraction. Les terres de recouvrement et les autres déchets d'extraction sont stockés séparément.

Le stockage des terres végétales ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m afin de conserver leurs qualités agronomiques.

Article 8.1.2 - *Volumes extraits*

En dehors des terres, les matériaux extraits sont du calcaire.

Le volume total de matériaux extraits (découverte + gisement + stériles + déchets d'extraction) est de 461 600 m³, se détaillant de la manière suivante :

- terre végétale : 15 600 m³ (soit 20 000 t, densité 1,3)
- matériaux altérés constituant la découverte : 156 000 m³ (soit 312 000 t, densité 2)
- gisement : 290 000 m³ (soit 667 000 t, densité 2,3)
 - roches ornementales et de construction : 87 000 m³ (soit 200 100 t, densité 2,3) de blocs marchands commercialisables ;
 - granulats : 63 000 m³ (soit 145 000 t, densité 2,3) ;
 - déchets d'extraction utilisés dans le cadre de la remise en état : entre 140 000 m³ (322 000 t, densité 2,3) si production de 63 000 m³ de granulats, et 203 000 m³ (466 900 t, densité 2,3) si absence de production de granulats.

Les productions annuelles moyennes, calculées sur la durée totale de chaque phase, sont les suivantes :

- Roches ornementales et de construction (blocs marchands commercialisables) : 3 000 m³/an, soit 6 900 t/an
- granulats : 5 000 t/an

Sous réserve du respect de la production moyenne susmentionnée, la production maximale de roches ornementales et de construction est de 6 000 m³/an (soit 13 800 t/an) de blocs marchands commercialisables.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que le rendement du gisement, c'est-à-dire le volume de blocs marchands produit comparé au volume de gisement extrait (hors découverte), soit de 30 % en moyenne sur la durée de chaque phase d'exploitation. Il met en place les indicateurs adaptés et est en capacité de justifier ce rendement à la demande de l'inspection des installations classées.

La production maximale de granulats commercialisables est de 5 000 t/an. Les quantités de granulats expédiées à l'extérieur de la carrière sont pesées à l'aide d'un pont bascule, d'un système de pesée électronique installé sur le godet de la chargeuse, ou de tout dispositif équivalent.

L'objectif premier de la carrière étant d'extraire de la roche ornementale et de construction, la quantité de granulats commercialisables produite n'excède pas 25 % du gisement extrait (hors découverte). Cet objectif est calculé sur la durée totale de chaque phase. La production de granulats à partir d'autres matériaux que la découverte et les stériles d'exploitation de la roche ornementale et de construction est interdite.

Lorsque le volume total de granulats commercialisés est supérieur au volume total de déchets inertes admis sur le site augmenté de 10 000 tonnes, la commercialisation de granulats est interrompue jusqu'à ce que la différence entre le volume total de granulats commercialisés et le volume total de déchets inertes admis soit à nouveau inférieure à 10 000 tonnes.

La densité du gisement calcaire est de 2,3 t/m³. La densité de la découverte calcaire est de 2 t/m³.

L'exploitant met en place un registre de suivi de la quantité de matériaux extraits, et des matériaux qui sortent du site ainsi que de leur emploi. Ce registre est renseigné au moins mensuellement pour les extractions et après chaque expédition de produit commercialisable, en distinguant les roches ornementales et de construction et les granulats. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.3 - Phasages d'extraction

L'exploitation est conduite conformément aux plans de phasage en annexe 2 du présent arrêté. Elle se déroule en 6 phases quinquennales successives, conformément aux dispositions contenues dans la demande d'autorisation susvisée et le présent arrêté.

Les travaux de découverte sont menés au fur et à mesure de l'exploitation.

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

Article 8.1.4 - Cotes d'exploitation

La cote minimale d'exploitation est fixée à 354 m NGF. L'épaisseur maximale d'extraction (découverte + gisement) est de 15 m.

Article 8.1.5 - Hauteur des fronts d'exploitation – Pentes

Les fronts de taille sont divisés en gradins. Chaque gradin est constitué d'une banquette et d'un front d'exploitation.

La hauteur des fronts d'exploitation (comprenant l'éventuelle découverte restée en place au droit du front pour le front supérieur) ne dépasse pas 7 mètres. Une banquette d'une largeur minimale de 10 m est conservée entre chaque front d'exploitation.

La hauteur maximale des fronts est diminuée, la largeur des banquettes est augmentée ou l'angle de la paroi des fronts est diminué, si, en raison des caractéristiques de la roche, il apparaît des risques d'effondrements ou d'éboulements.

Article 8.1.6 - Diaclases

Chaque faille ou cavité karstique découverte est comblée, dans un délai maximum de 72 h après sa découverte, avec les matériaux utilisés pour le remblaiement de la carrière; sauf en cas de découverte de cavités karstiques importantes et pénétrables ou de gouffres, pour lesquels l'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées, ainsi que l'Agence Régionale de Santé et le groupe spéléologique local pour permettre d'éventuelles reconnaissances. Les modalités de gestion de la cavité ou du gouffre sont alors déterminées par l'exploitant et transmises à l'inspection des installations classées et à l'Agence Régionale de Santé.

Dans les deux cas susmentionnés, il déclare ensuite l'incident conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement. L'accès au gouffre ou à la cavité est interdit par une clôture ou par tout autre dispositif équivalent.

Tant que la cavité ou le gouffre restent ouverts, tous les travaux exécutés dans la carrière et toutes circulations des engins se tiennent éloignés du gouffre ou de la cavité. L'exploitant met en place un dispositif qui empêche les eaux de ruissellement d'atteindre la cavité ou le gouffre.

Le comblement du gouffre ou de la cavité s'effectue de bas en haut avec des déchets d'extraction (sauf les terres de recouvrement), de granulométrie de plus en plus fine vers la surface afin de garantir l'obstruction totale de la cavité ou du gouffre et son étanchéité vis-à-vis des eaux de ruissellement.

Les autres diaclases mises à jour, au cours de l'exploitation, au niveau du plancher de la carrière, sont comblées avec des déchets d'extraction (sauf les terres de recouvrement) de granulométrie de plus en plus fine vers la surface, dans un délai maximum de 72 heures après leur découverte.

Article 8.1.7 - Horaires de fonctionnement

La carrière peut fonctionner du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 hors jours fériés.

Chapitre 8.2 - Implantation des stockages de matériaux et des installations de traitement

Pour chacune des phases d'exploitation, les zones de stockage des matériaux et les installations de traitement sont implantées conformément aux plans en annexe 2.

Chapitre 8.3 - Conditions de remise en état

La remise en état de la carrière est conduite de façon progressive, et coordonnée à l'avancement de l'extraction, afin de minimiser la surface totale en exploitation. Elle nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- mise en place des remblais par couches successives (de bas en haut) :
 - blocs non marchands non valorisables,
 - déchets inertes d'origine extérieurs, qui viendront pour partie dans les interstices des blocs,
 - stériles d'exploitation des blocs,
 - matériaux de découverte du site,
 - terre végétale dès que les terrains seront raccordés au terrain naturel.
- D'un point de vue topographique :
 - les remblais sont raccordés au terrain naturel en pente douce à l'ouest.
 - Le cavalier situé au nord de l'emprise, dont les pentes sont végétalisées, ainsi que la piste en remblai, sont maintenus en place.
 - Pour la partie sud du site, un front calcaire non taluté d'au minimum 2 m de hauteur est laissé en place pour favoriser l'installation de chiroptères dans les anfractuosités.
- Les aménagements créés en faveur de la biodiversité durant l'exploitation de la carrière (cf. Titre 4 -) sont conservés.

La remise en état coordonnée à l'exploitation recrée des prairies en phase T+15 et T+25 ans. (La création de prairie de la phase T+5 ans est une mesure de compensation).

Les semis sont issus du label Végétal local ou assimilés.

La remise en état est conforme au plan d'état final figurant en annexe 4.

Chapitre 8.4 - Remblayage avec des déchets inertes

Article 8.4.1 - Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans le cadre du remblayage de la carrière telle que prévue par le présent arrêté sont :

Code	Description	Restrictions
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

L'exploitant privilégie les apports de déchets inertes sur le site en contre-voyage. Il met en place un indicateur du suivi des contre-voyages. Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les déchets inertes pouvant être admis pour le remblayage proviennent (lieu de production) d'un rayon de 50 km à vol d'oiseau autour de la carrière.

Article 8.4.2 - Conditions d'admission des déchets inertes

Les conditions d'admission des déchets inertes admissibles sur le site, listés à l'article 8.4.1 sont fixées par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

Article 8.4.3 - Capacité autorisée

Sans préjudice de la hiérarchie des modes de traitement des déchets prévue à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, le volume moyen de déchets inertes externes pouvant ainsi être acceptés sur le site à des fins de remblayage est de 5 000 t/an (soit environ 2 800 m³/an avec une densité de 1,8).

Lorsque le volume total de déchets inertes déjà admis sur le site est supérieur au volume total de granulats commercialisés augmenté de 10 000 tonnes, l'admission de déchets est interrompue jusqu'à ce que la différence entre le volume total de déchets inertes admis et le volume total de granulats commercialisés soit à nouveau inférieure à 10 000 tonnes.

Article 8.4.4 - Remblayage de la carrière

Le remblayage ne peut avoir lieu que dans les zones identifiées « zone d'entreposage des déchets inertes et stériles d'exploitation » du plan de phasage figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Le remblayage du site est réalisé avec les déchets d'exploitation de la carrière, et des déchets inertes extérieurs dans un volume équivalent au volume de granulats commercialisé, dans les limites fixées aux articles 8.1.2 et 8.4.3.

Le remblayage est réalisé de manière coordonnée à l'extraction, selon le plan de phasage en annexe 2.

8.4.4.1 Règles d'exploitation

Le déchargement des déchets directement dans la zone à remblayer est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent, de sorte que les déchets puissent être repris par les engins et renvoyés à l'expéditeur ou triés en cas d'anomalie. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation et du remblaiement de la carrière. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.

En complément des panneaux prévus à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :

- les jours et heures d'ouverture pour l'accueil des déchets inertes ;
- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;

- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

8.4.4.2 Plan de localisation des remblais

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser précisément les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre des apports.

Le plan topographique de localisation des remblais est mis à jour annuellement, en même temps que le plan d'évolution prévu à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

TITRE 9 - DISPOSITIONS FINALES

Chapitre 9.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation est interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Chapitre 9.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Chapitre 9.3 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société CARRIÈRES DE LA VIENNE (SIREN 389 449 513), dont le siège social est situé « les Fontenelles » - 86800 Jardres.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée en mairie de Villaines-en-Duesmois et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Villaines-en-Duesmois pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir : Villaines-en-Duesmois, Chemin d'Aisey, Fontaines-en-Duesmois, Magny-Lambert, Puits, Semond, St-Marc-sur-Seine, la Communauté d'agglomération Beaune Côte et Sud, la Communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges et le Conseil Départemental de la Côte-d'Or ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

Chapitre 9.4 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le Maire de Villaines-en-Duesmois sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général

Dénis BRUEL